



**CAN junior /Togo 4-Maroc 2:
Les Eperviers déjouent les pronostics
et se qualifient pour le dernier tour** P.7

Récépissé n°0149/14/03/01/HAAC N°400 du 26 Mai 2014
Prix : 250F CFA

**Nouvelle
OPINION**

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyses et de publicité

**Transport aérien :
L'Aéroport de Lomé, une
référence dans la sous-région** P.4

Diplomatie intense

**Faure défend les intérêts
du Togo auprès des
autres Chefs d'Etat**

Personne jusqu'à présent, n'a réussi à comprendre Faure Gnassingbé, il est imprévisible et insaisissable. Il est arrivé à rassurer toute la communauté internationale et l'opinion nationale sur la question des réformes. Faure a vraiment tenté le tout pour tout pour faire se concrétiser les réformes. En déplacement à Abidjan la semaine dernière, il a promis au président ivoirien Alassane Ouattara de réaliser le reliquat des réformes avant la fin de cette année...



P.4

Les présidents Faure Gnassingbé (g) et Alassane Dramane Ouattara (dt)

**Tournée d'information
et d'assistance aux populations**

**L'infatigable Victoire
Dogbé dans
le Kloto
et le Yoto** P.5



**Présence togolaise au sein
des organisations internationales**

**Robert Dussey pour la
valorisation des Togolais
dans les institutions
internationales** P.5



**Libération pure et simple des présumés coupables
des incendies de marchés** P.3

De qui l'ANC se moque-t-elle?

Préservation de l'intégrité physique des Togolais : Le port de casque sauve des vies humaines

2014 est déclarée année de la sécurité routière dans notre pays. La déclaration a été rendue publique à travers le discours du chef de l'Etat Faure Essozimna Gnassingbé à la veille du 54ème anniversaire de notre pays. La mise en application de ce décret a été immédiate vu les cas d'accident relevés ces dernières années. Des accidents qui font des morts et des dégâts matériels quotidiennement.

Pour éviter ces cas, le chef de l'état et le gouvernement ont exigé le port de casque à tout conducteur de moto ainsi que ceux qu'ils remorquent. Il est

également exigé que les conducteurs de véhicules et les passagers mettent leur ceinture de sécurité. Une autre mesure est la non-circulation des minibus et les gros transporteurs pour les voyages interurbains dans l'intervalle de 18h à 05h du matin. Toutes ces mesures ont été prises pour sauver des vies humaines sur nos routes. Si la dernière mesure peut éventuellement réduire les cas d'accidents, le port de casque pour les cyclomoteurs n'est pas le cas. Cette noble mesure réduit plutôt les cas de décès des conducteurs et de leurs clients.

Selon nos investigations, le

nombre d'accident causé par les motos et les véhicules n'a pas diminué mais les cas de décès ont considérablement diminué depuis la mise en application de ce décret. Un médecin nous a confirmé au CHU Sylvanus Olympio que depuis ce mois de mai ils n'ont enregistré qu'un cas de blessé de tête.

Nous jetons des fleurs au chef de l'Etat, au gouvernement, aux agents de sécurité et à tous les citoyens qui ont pris conscience qu'en se conformant aux règles leur intégrité physique n'est plus menagée. Quant aux têtus et récidivistes, nous leur disons qu'il s'agit de leur vie et non de

la vie d'une autre personne. Le togolais doit savoir que cette question de sécurité routière n'est profitable qu'à tout usager de la route et s'étend même jusqu'à leurs famille.

Nous devons prendre soin de nous soumettre scrupuleusement à cette nouvelle mesure pour notre propre bien. En ce qui concerne la surcharge, nous demandons aux agents de sécurité de redoubler d'efforts puis-

qu'il nous est arrivé de constater encore des cas de surcharge sur certaines voies.

Le cas de la route Anéholomé est un exemple. Il en est de même pour les bus de SOTRAL et ceux transportant les étudiants. Nous pensons que cette loi doit s'appliquer à tout le monde, sans aucune distinction.

Pouli

Réduction de la pauvreté au Togo : Implication de la société civile dans le processus d'éligibilité du MCC

Le Ministère de la Planification, du Développement et de l'Aménagement du Territoire avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et de l'Ambassade des Etats Unis au Togo a organisé, le 22 mai dernier, un atelier d'information sur le programme Millennium Challenge Corporation (MCC) et le Millennium Challenge Account (MCA) à l'endroit des organisations de la société civile. L'objectif était d'expliquer le fonctionnement des indicateurs de MCC et ses critères d'éligibilité et du rôle potentiel que pourraient jouer les organisations de la société civile dans le cadre de ce processus.

Les grands chantiers de réformes entrepris par le Togo ces dernières années ceci pour promouvoir un développement économique et social, requièrent une importante mobilisation de ressources. C'est dans le souci de mobiliser davantage de ressources pour arriver à relever ces défis que les plus hautes autorités du pays, à l'instar du Chef de l'Etat Faure Essozimna Gnassingbé, se sont engagées à travailler d'arrache-pied pour l'éligibilité du Togo à ce programme.

En effet le Millennium Challenge Corporation (MCC) est un organisme gouvernemental des Etats-Unis d'Amérique qui a été conçu par le congrès américain en janvier 2004 pour réduire la pauvreté à travers la croissance économique durable des pays en développement. La



La table d'honneur de l'atelier

bonne gouvernance, l'investissement dans le capital humain, et l'encouragement de la liberté économique amorcés depuis 2005 a permis au Togo d'être éligible à ce nouveau moyen qui est l'innovation en termes de nouvelles fournitures de ressources d'assistance importantes à décaissement rapide pouvant avoir un impact immédiat sur la performance économique. L'Ambassadeur des Etats Unies au Togo Robert E. Whitehead a, dans ses propos, rassuré tous les acteurs de développement qu'ils sont toujours prêt à accompagner le Togo dans ce processus de développement économique. Il ajoute en disant que l'une de leurs principales priorités est de coopérer avec les autorités togolaises afin que le MCC puisse jouer un rôle de force positive dans son application.

De part ces progrès constatés depuis 2013, Mme Kardiata Lô N'diaye, représentante résidente du programme des Nations Unies au Togo n'a pas manqué d'adresser ses vives félicitations au gouvernement togolais pour

ces avancées significatives. Etant des partenaires incontournables pour les décideurs politiques, elle a émis le vœu que la société civile soit totalement intégrée dans le processus d'accès au financement du Millennium Challenge Account. Le ministre Conseiller du Chef de l'Etat, Stanislas Baba représentant le ministre de la Planification, constate qu'outre sa participation aux débats politiques, la société civile contribue aussi dans la satisfaction des besoins économiques et sociaux des populations.

Il a, par ailleurs, rappelé que l'éligibilité du Togo sera l'aboutissement d'un engagement politique au plus haut niveau de l'Etat, car le Chef de l'Etat en a fait une de ses priorités. Mais ce sera aussi le fruit d'un travail gouvernemental efficace car à travers elle, des réformes courageuses seront élaborées et mises en œuvre pour asseoir durablement la bonne gouvernance politique, économique et sociale.

Junior

Comportement citoyen : Les sachets plastiques, sources de maladies graves

Matière non biodégradable, le plastique peut rester dans la nature pendant plusieurs centaines d'années. Son impact négatif est bien connu de tous. Une fois abandonné dans le milieu naturel, le plastique entraîne la destruction du bétail du fait que les animaux ingèrent le plastique qu'ils assimilent à de la matière comestible. La mortalité des animaux due à l'indigestion de cette matière est estimée à environ 30%. C'est donc énorme. Mais passons !

L'imperméabilisation des sols occasionne des pertes au niveau de la productivité agricole et l'insuffisance de la recharge de la nappe phréatique et par suite une diminution des ressources en eau. Ceci a un impact négatif sur l'atteinte de la sécurité alimentaire. Ces plastiques sont également source de l'obstruction des caniveaux.

Cet état de chose engendre souvent des inondations tout en favorisant la prolifération des microbes pathogènes et de moustiques agents vecteur du paludisme. L'incinération incontrôlée des déchets plastiques entraîne la dégradation de la qualité de l'air que nous respirons. Aussi des maladies cardiovasculaires et même des cancers sont liés à l'émission de polluants organiques persistants notamment, les dioxines et furanes.

La pollution visuelle et olfac-

tive provoquée par le spectacle d'immondices des résidus de sachets plastiques rend le paysage laid. Il est alors temps que tout ménage, tout individu, participe activement de manière à éradiquer tous ces maux que cause le plastique bio non dégradables. Le constat amer que nous faisons, c'est l'abandon anarchique que nous constatons sur les places publiques tels que marchés, établissements scolaires et le long des routes.

Le phénomène s'est surtout accru ces dernières années avec la mise en sachet d'eau minérale communément appelée "pure water". Le conditionnement de ce produit ne laisse aucune chance à la santé environnementale de nos villes. Si ailleurs, au Ghana par exemple, l'Etat a interdit le dépôt des déchets sur la place publique et le long des voies, chez nous cette loi tarde à venir.

Cette situation conduit les populations dans un incivisme notoire. Aussi certains pensent que la question de salubrité n'engage que le gouvernement. Ignorance ! Les maladies dont nous avons fait cas plus haut ne font pas de trier.

Le bon sens voudrait que tout citoyen mène une lutte farouche contre la pollution pour préserver l'environnement en adoptant un bon comportement.

Pierre

**Lisez chaque Lundi
votre journal
Nouvelle Opinion
Pour toute publicité,
contactez
le 91 36 37 55**

Dialogue politique :

Dernière ligne droite

- L'erreur n'est plus permise

Vaille que vaille, le nouveau dialogue inter togolais poursuit son petit bonhomme de chemin. Les acteurs politiques togolais sont face à face et face à leur destin.

En effet, depuis le 16 Mai dernier, les protagonistes du jeu politique se rassemblent afin de trouver une issue définitive à la crise qui s'est installée au sein de la classe politique. L'initiative de ce nouveau dialogue revient au président de la république, Faure Essozimna Gnassingbé. Placée sous l'autorité du premier ministre, Séléagodji Ahoomey-Zunu, cette rencontre vise à dépolluer l'atmosphère politique. Certains Togolais sont sceptiques quant à un résultat probant de ces discussions mais tout porte à croire que désormais certaines personnes sont revenues à de meilleurs sentiments et qu'elles se sont départies de leur égocentrisme.

Dès l'ouverture du dialogue par le premier ministre, un optimisme trop criard a semblé animer les acteurs de tous les bords. Cet enthousiasme puéril cadre mal avec la volonté cachée de certains membres de l'opposition radicale de préserver à tout prix le statu quo.

Après un achoppement dans la journée du vendredi 16 Mai, les acteurs avaient convenu qu'ils se retrouveraient le lundi 19 Mai pour la poursuite des discussions. La reprise s'est fait comme prévu et un ordre du jour, un calendrier et le lieu de rencontre ont été déterminés. Les travaux continuent et les Togolais reprennent espoir pour que cette fois-ci soit la bonne.

Ce qui semble un peu incongru, c'est l'exigence formulée par l'opposition d'un médiateur. A l'issue de la 3e rencontre, des formations représentées à l'Assemblée ont exprimé des souhaits concernant les réformes politiques. Patrick Lawson, l'un des responsables de l'Alliance Nationale pour le Changement, ANC, le plus extrémiste parti de l'opposition a fait part de son optimisme. Mais un optimisme prudent. Il a expliqué que l'ensemble des participants était tombé d'accord sur le principe d'avoir recours à un facilitateur en cas de blocage.

Mais les avis divergent sur son intervention. Si pour l'ANC et d'autres partis ce 'médiateur' doit être présent avant même le début des discussions, pour d'autres sa



Les protagonistes autour de la table de discussions

présence ne serait requise qu'en cas de difficulté majeure. On ne peut valablement pas comprendre une telle exigence pour une très simple raison. Les acteurs politiques qui se font face dans la grande salle de réunion de Togo Telecom où ont lieu les discussions connaissent mieux que quiconque nos problèmes, leurs causes, leur nature et les solutions qui résoudraient tout. Ils n'ont pas besoin d'un temps allongé ou d'une médiation pour faire sortir la fumée blanche. C'est juste une question de volonté et de patriotisme. Ils ont les solutions prêtes et il reste plus qu'à faire le consensus là-dessus et le tour est joué. Pour rappel, des dialogues ont, par le passé, bénéficié de la présence de médiateurs mais ils ont capoté. Blaise Compaoré, Bernard Stasi et compagnie en savent quelque chose. On dit souvent que qui veut voyager loin, ménage sa monture. L'opposition semble redouter l'adversaire en face et cherche à se mettre derrière le dos d'une tierce personne avant de l'affronter mais elle oublie que le pouvoir a fait montre de sa bonne foi en initiant ces discussions. C'est vrai qu'elle avait joué des mains et des pieds pour que le gouvernement accepte le principe d'un dialogue. Elle qui avait la fâcheuse habitude de poser des préalables, des conditions à sa participation à ce genre de rencontres, s'est empressée de répondre favorablement à l'invitation à elle adressée par le premier ministre. Autre fait étonnant, l'opposition a l'habitude de claquer les portes dès qu'elle trouve que ses desiderata ne sont pas acceptés en l'état ou qu'elle n'est pas sur la même longueur d'onde que son interlocuteur. Acculée par les populations et la communauté internationale, elle n'a d'autre choix que de participer activement et pleinement aux travaux

dont dépend son sort immédiat. La question du médiateur qui divise aujourd'hui n'a pas sa raison

d'être, c'est un faux-fuyant, une échappatoire que certains se choisissent pour faire retomber le tort sur l'autre partie. Or pour le moment, les protagonistes ne sont pas encore rentrés dans le vif du sujet et la date limite prévue des travaux arrive au galop. Les politiciens togolais peuvent très bien s'entendre sur l'essentiel sans la présence d'un 'grand frère'.

Quad on sait qu'il y a douze (12) points inscrits à l'ordre du jour des discussions parmi lesquels le mode de scrutin et la limitation du mandat présidentiel, on se rend compte que comme à l'ac-

coutumée le dilatoire fera son œuvre et on risque de se retrouver au même point qu'avant ces discussions.

Le bon sens, le patriotisme et la probité nous recommande de transcender nos ego et de penser à ces six millions et demi de nos concitoyens qui par notre bêtise, notre inconstance pensent qu'ils sont maudits. Ils ont perdu la foi, l'espoir de vivre dans un pays paisible, prospère construit par tous ses fils. L'heure a sonné qui nous interpelle et nous prévient que l'erreur n'est plus de mise.

Arimiyao

Libération pure et simple des présumés coupables des incendies de marchés :

De qui l'ANC se moque-t-elle ?

Le dialogue entre les acteurs politiques se poursuit. Il accouchera sans doute de résultats satisfaisants pour toutes les parties mais surtout pour le peuple togolais. Au nombre des points inscrits à l'ordre du jour, figure au douzième plan la relaxe des présumés coupables dans l'incendie du grand marché de Kara, au nord du pays, et celui de Lomé la capitale. C'est l'Alliance Nationale pour le Changement, ANC, le jeune parti de Jean-Pierre Fabre, qui serait à l'origine de cette proposition. La rédaction de Nouvelle Opinion a sursauté à la lecture de ce point. Même si l'ANC n'en fait pas une priorité, il n'en demeure pas moins qu'elle place ce point dans l'ordre du jour. C'est surprenant pour des raisons diverses.



Patrick Lawson, 1er Vice-pdt de l'ANC

protection des personnes et des biens.

Très vite la piste criminelle est privilégiée. Selon leurs investigations, les fins limiers de la police et de la gendarmerie arrivent à certaines conclusions qui les orientent vers un milieu de politiques et d'agitateurs.

Des arrestations sont faites dans les rangs de l'opposition. Un effroi indescriptible s'empare des populations qui ont de la sympathie pour cette opposition. Rien, absolument rien ne peut justifier une telle horreur. Aucune cause, aussi juste aussi noble soit-elle, ne peut expliquer cette ignominie. Les interpellés sont conduits devant la justice qui devra déterminer le degré d'implication ou de l'innocence des uns et des autres. Certains connaîtront la liberté conditionnelle, d'autres restent derrière les barreaux.

L'affaire suit son cours et le juge a dressé le récapitulatif des procès-verbaux des auditions le 20 Mai dernier. Tout semble indiquer que le procès s'ouvrira bientôt et certains n'hésitent même pas à le prédire pour le mois de Juin. On en était là

quand on apprend que l'ANC a inscrit ce point à l'ordre du jour du dialogue.

Incendier un marché ou commanditer un tel acte est un crime puni par la loi. Celui qui le fait tombe sous le coup de la loi et il doit passer par un procès qui lui signifiera sa peine.

Dans le cas des marchés incendiés, nous ne sommes pas encore au niveau du procès et l'ANC demande déjà la libération des détenus. C'est étonnant quand on sait que ce parti de la dernière heure a en son sein d'éminents praticiens du droit qui connaissent mieux que d'autre citoyens que nous sommes, le fonctionnement de la justice, ses rouages et ses manifestations. Ils devraient dire à leur mentor que justice et politique ne sont pas les mêmes et que pour des faits de telle bassesse, la justice seule doit intervenir.

Nous sommes sur le terrain et tout pourrait arriver, seulement si le dialogue arrivait à prendre la décision politique de libérer ces personnes présumées coupables, ce serait une grave erreur qui pourrait porter préjudice à la justice togolaise. Ce serait un précédent sur lequel pourra s'appuyer l'opposition pour discréditer plus tard le système judiciaire de notre pays.

Certaines personnes pensent que l'ANC est dans le mauvais rôle et qu'elle doit, normalement, rester discrète dans cette affaire si elle ne veut pas que des soupçons de connivence tombent sur elle ou n'entache le peu de sympathie que certaines populations naïves lui accordent encore.

Suite à la page 4

Diplomatie intense :

Faure défend les intérêts du Togo auprès des autres Chefs d'Etat

Personne jusqu'à présent, n'a réussi à comprendre Faure Gnassingbé, il est imprévisible et insaisissable. Il est arrivé à rassurer toute la communauté internationale et l'opinion nationale sur la question des réformes.

Faure a vraiment tenté le tout pour tout pour faire se concrétiser les réformes. En déplacement à Abidjan la semaine dernière, il a promis au président ivoirien Alassane Ouattara de réaliser le reliquat des réformes avant la fin de cette année.

Dos au mur, acculée par la communauté internationale,



Les présidents Faure Gnassingbé (g) et Alassane Dramane Ouattara (dt)

l'opposition togolaise réalise loin avec cette vie d'Hermite. Elle ne peut continuer à fuir le

débat à l'Assemblée Nationale sur la question des réformes.

Il savait d'avance que le Président burkinabè qui a longtemps servi de facilitateur dans le dossier togolais, l'a pris en grippe du fait de ses faux-fuyants répétitifs. Il a donc voulu aller se sauver la face.

A Abidjan, le président l'aurait écouté longtemps avant de lui prodiguer d'utiles conseils. Leur entretien a fait le tour des sujets d'actualité et bien entendu est revenu sur les réformes dans notre pays.

Aujourd'hui, les choses se retournent contre eux, Loïck

ayant décidé de se venger et de demander des comptes à ces deux chefs d'Etats qui ont cru devoir violer ses droits les plus élémentaires.

L'on se souvient aussi qu'à la veille des élections législatives, Ouattara et Godluck Jonathan avaient fait un voyage de 48 heures à Lomé où ils ont exhorté la classe politique togolaise à prendre part à ce scrutin.

A cette occasion aussi, le président avait pris des engagements fermes d'initier les réformes aussitôt après les législatives. Aujourd'hui les réformes sont en marche et actuellement il ne reste qu'un reliquat que le chef de l'Etat a promis mettre en œuvre d'ici à la fin de l'année.

Tous ces éléments pour dire combien, Faure Gnassingbé écoute les conseils de ses aînés qui donnent de lui une image d'homme d'Etat cohérent et sérieux pour qui les gens pourraient avoir d'égard franc.

Après peut-être l'étape ivoirienne, Faure pourrait alors être annoncé à Accra pour rencontrer Dramani qu'il n'a pas encore vu depuis que ce dernier a pris les rênes de la CEDEAO.

Les voyages du chef de l'Etat sont pour lui l'occasion d'apprendre, d'écouter et de défendre les intérêts du Togo.

Transport aérien :

L'Aéroport de Lomé, une référence dans la sous-région

La Société Aéroportuaire de Lomé Tokoin (SALT) a reçu vendredi la certification d'Aérodrome délivrée par l'Agence nationale de l'Aviation civile (ANAC). En effet, depuis le 27 novembre 2003, l'Organisation de l'Aviation civile internationale (OACI) a introduit dans l'annexe 14 volume 1, une norme obligeant les Etats à certifier leurs aérodromes au trafic international. Cette norme a été transposée au Togo dans la loi portant le Code de l'Aviation civile.



Le Colonel Gnama Latta entouré des membres de l'ASECNA-ANAC

Ainsi la Société Aéroportuaire Lomé Tokoin (SALT) a fait une demande formelle de l'Aéroport Internationale Gnassingbé Eyadéma (AIGE) en avril 2012. Suite à l'audit de certification effectué du 24 septembre au 08 octobre 2012 et aux activités de suivi, des actions correctrices menées conjointement par les inspecteurs de l'ANAC et du projet COSCAP-UEMOA, la SALT a démontré ses capacités

techniques et organisationnelles à exploiter l'AIGE dans le respect des normes de l'OACI en matière de sécurité, de sûreté et de protection de l'environnement. D'où la délivrance du certificat d'Aérodrome.

" Au jour d'aujourd'hui, dans l'espace ASECNA, il n'y a pas un aérodrome certifié en tant que tel. Le Togo est le leader en cela

et l'OACI régionale a dit qu'elle attendait le travail fait par le Togo pour que cela soit une référence pour les autres. Nous avons travaillé patiemment et il y a eu des exigences, des contrôles et des audits. Nous avons rempli toutes les conditions et nous sommes les premiers à avoir cette certification dans l'espace ASECNA.", a

déclaré le Colonel Gnama Latta, le Directeur de l'ANAC.

La certification constitue un gage de sécurité pour les usagers et les compagnies certifiées et accroît sa crédibilité de l'aéroport concerné sur le plan international.

" Avoir un certificat, n'est pas une fin en soi. C'est le début du travail planifié, une veille permanente pour pouvoir maintenir un niveau de sécurité acceptable, et sans cesse amélioré.

C'est le lieu de lancer un appel à tous les agents de la SALT et à tous nos partenaires de travailler encore ensemble comme nous l'avons fait jusqu'à et davantage ", a indiqué Pascal Komla, représentant du Directeur de la SALT.

Source : Togo Breaking news

Libération pure et simple des présumés coupables des incendies de marchés :

De qui l'ANC se moque-t-elle ?

Suite de la page 3

Nous n'avons rien contre l'ANC et l'éthique nous recommande de ne pas prendre fait et cause pour un parti politique. Notre rôle consiste à bien scruter la société et dénoncer ce qui ne va pas. A cet égard, nous remarquons que le parti à la couleur orange manque d'à-propos, de justesse dans ses démarches.

Dans le cas d'espèce, il est impromptu de demander la libération de personnes détenues, non pour des motifs politiques, mais pour avoir commis le pire des sacrilèges. N'est-ce pas une forme de connivence ou d'absoute de leur forfaiture ?

De toutes les façons, la demande de l'ANC est inopinée et ne cadre pas avec les enjeux

cruciaux auxquels font face tous les partis dans la perspective de 2015. Ce n'est pas le moment de ramer à contre-courant ou d'éta-ler sur la place publique ses tares, son amateurisme, son inconstance et son incapacité à aligner de suite deux idées cohérentes.

Tchagnao Arimiyao

La Rédaction

Nouvelle OPINION

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyse et de publicité
Récépissé n°0149/14/03/01/HAAC
Siège: Adidoadin, PAvée prolongé,
2ème carré après Pharmacie
Le Galien

Directeur de Publication:

TCHAGNAO Arimiyao
Cel:91 36 37 55
jeantchagnao@yahoo.fr

Secrétariat de la Rédaction:

Agbékponou Junior

Rédacteurs :

Tchagnao
Ben Ali
Agbékponou Junior
Ramzad
Maroïne Tchagnao
Pierre Pouli

Imprimerie:

La Colombe

Tirage :

2.000 exemplaires

Présence togolaise au sein des organisations internationales :

ROBERT DUSSEY POUR LA VALORISATION DES TOGOLAIS DANS LES INSTITUTIONS INTERNATIONALES

Engagé ces dernières années dans la dynamique d'une diplomatie active au service du développement socio-économique, le gouvernement togolais par le biais du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération, veut par une nouvelle donne renforcer le réseau diplomatique et la présence active des ressortissants Togolais au sein des Organisations et Institutions internationales. C'est dans ce cadre qu'il a été lancé le 19 mai dernier une plateforme qui mettra en œuvre une politique de positionnement et de promotion des Togolais au niveau des différentes organisations et Institutions internationales.

Depuis l'adoption de la Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi (SCAPE), le gouvernement, sous l'impulsion du Chef de l'Etat, Faure Essozimna Gnassingbé, s'est résolument engagé à jeter et à consolider les bases de l'émergence du Togo à l'horizon 2030 tout en mettant l'accent sur l'accélération de la croissance, le renforcement de la gouvernance, le renforcement des capacités des ressources huma-

nes et surtout la promotion de l'emploi.

Disposant de si nombreuses et diverses compétences aujourd'hui, le département de Robert Dussey s'est donné la priorité de parvenir à valoriser ces compétences nationales partout où elles se trouvent tout en facilitant leur accès dans la fonction publique internationale. Face à cette nouvelle orientation, le réseau diplomatique Togolais sera davantage renforcé sur l'échiquier international.

Pour ce faire, une " Cellule de Promotion et de Placement des Togolais dans les Organisations et Institutions Internationales " a été créée au sein du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération. Logée à la Direction des Organisations Internationales, cette cellule aura pour mission d'accélérer cette mise en œuvre de la politique de promotion des Togolais dans les organisations internationales.

A ce titre, elle recensera et diffusera les avis de vacance de postes, les opportunités d'emplois, de bourses et de stages offerts par ces institutions. Elle se veut également un cadre d'accompa-

gnement, d'assistance et de conseils pour les compatriotes qui souhaiteraient faire carrière dans la fonction publique internationale et ceux déjà en fonction dans les institutions internationales. En outre, elle constitue et met constamment à jour une banque de données de compétences nationales, tant du secteur public que du privé et crée des réseaux d'échanges avec des Togolais évoluant déjà dans les organisations internationales.

Contrairement aux méthodes de gestion des postes électifs qui nécessitaient la présentation des candidatures issues uniquement de l'Administration publique, le nouveau système accepte toutes les candidatures qui font montre



Robert Dussey, ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération

matie togolaise afin qu'aucun ne puisse manquer le train de la chance pour faire partie du personnel de ces institutions ou de bénéficier d'une bourse ou d'un stage dans une organisation internationale. L'objectif final est d'accroître le rayonnement du Togo à travers la présence soutenue des Togolais dans les instances internationales.

Enfin, tout en gardant espoir que ce projet connaîtra l'adhésion totale de tous, le ministre a rendu opérationnelle, cette

d'une compétence avérée y compris celles de la diaspora.

A cet effet, le Gouvernement pour sa part s'est engagé à accompagner les candidats, tout en leur encourageant et surtout tout en privilégiant la compétence et l'excellence qui sont si chères au Chef de l'Etat, Faure Essozimna Gnassingbé. C'est pourquoi, Robert Dussey n'a pas manqué d'inviter tous les acteurs de développement à s'y mettre d'avantage pour accompagner cette nouvelle donne de la diplo-

Plateforme de Promotion et de Placement des Togolais dans les Organisations et Institutions internationales

L'Union africaine, l'UEMOA, la BOAD, le PNUD, la BCEAO, la Banque mondiale, l'OIF, l'OMC ou encore le PAM recrutent régulièrement des collaborateurs. Le gouvernement togolais entend encourager les nationaux à postuler de même qu'il s'engage à accompagner et à soutenir leur candidature jusqu'au bout.

Agbe

Tournée d'information et d'assistance aux populations :

L'Infatigable Victoire Dogbé dans le Kloto et le Yoto

Le Fonds National de Finance Inclusive fera toujours parler de lui ou plutôt son premier produit, l'Accès des Pauvres aux Services Economique et Financiers (APSEF). L'APSEF est un projet réalisé en partenariat stratégique avec les prestataires de services financiers (PSF) de proximité, en particulier les institutions de micro finance et des banques. Il rentre dans le cadre des partenariats publics /privés et a été pendant longtemps souhaité par les acteurs du développement dans le contexte de lutte contre la pauvreté.

La semaine dernière Mme Victoire Tomégah-Dogbé du développement à la base était à Kpalimé dans la préfecture de Kloto. Elle a rencontré les groupements de femmes de la localité au Lycée de Kpodji. L'objectif était d'informer ces femmes sur le produit APSEF, ses avantages et une bonne utilisation. Le public très attentif a suivi les explications de Mme Dogbé et déclaré les avoir assimilées. Des femmes dont les dossiers étaient prêts se sont vu remettre le pécule qui devra logiquement les tirer de la misère.

Puis Mme Dogbé a continué sa tournée sur Agou. Elle s'est rendue successivement à Agou Gadzépé et à Agou Gadzagan. Dans ces localités, même accueil chaleureux, même



Mme Victoire Tomégah-Dogbé, ministre du Développement à la Base

message, même satisfaction de part et d'autre.

La préfecture de Yoto a également reçu la visite de Mme Dogbé

Cette tournée a permis à la ministre d'outiller des formateurs. Cette initiative permettra, à court terme, de doter ces localités en formateurs agréés qui

aideront les groupements féminins à s'approprier les principes et connaissances pouvant les aider à gérer avec efficacité les moyens mis à leur disposition et les rendre autonomes dans un bref délai.

L'APSEF vient ainsi compléter et renforcer les capacités des prestataires de services Financier (PSF) de proximité en vue d'assurer véritablement des services financiers inclusifs. Le montant individuel maximum du crédit de l'APSEF est de 30000 FCFA avec un taux d'intérêt unique et uniforme de 5% sur toute l'étendue du territoire un taux d'intérêt jugé " négligeable " par certains bénéficiaires. Le crédit APSEF devrait profiter aux groupes solidaires sans caution matérielle ou financière. Seule la caution solidaire des membres du groupe composé de 4 à 6 personnes est exigée pour l'accès du prêt.

Une partie des intérêts sera reversé aux bénéficiaires sous forme d'épargne stratégique de

3% lorsque le remboursement du crédit est achevé sans retard.

Il est à noter qu'au cours de la cérémonie de lancement, des crédits ont été octroyés par les institutions de micro finance partenaires du Fonds, à la suite d'une séance de sensibilisation à la gestion de microcrédits.

Des ordinateurs portables, des motos et des véhicules ont été également mis à la disposition des institutions de micro finance partenaires du FNFI ceci, au titre d'appui institutionnel logistique. APSEF compte toucher 300000 personnes avant la fin de cette année par l'intermédiaire des prestataires de services financiers, notamment les institutions de micro finance partenaires.

Au total, 2 millions de Togolais pauvres, devraient bénéficier des produits subsidiaires du Fonds afin de se soustraire des difficultés de la vie quotidienne et améliorer ainsi leurs conditions de vie.

Arimiyao

THAÏLANDE : Un millier de manifestants contre le coup d'Etat

Quarante-huit heures après le putsch de l'armée thaïlandaise, environ un millier de personnes protestant contre le coup d'Etat se sont rassemblées samedi au pied du " Monument de la victoire ", située au centre d'un important carrefour de Bangkok.

Sur la passerelle du métro aérien surplombant le monument, ils n'étaient encore qu'une dizaine en milieu d'après-midi, brandissant des pancartes en thaï mais aussi en anglais aux slogans des plus explicites : " Fuck the coup ! ", " No coup ! ", " We want to vote ! " Certains manifestants s'étaient collé du sparadrap noir sur la bouche pour dénoncer la censure imposée à tous les médias depuis que le général Prayuth Chan-ocha, le chef de l'armée, a annoncé sa prise de pouvoir le jeudi 22 mai dernier.

En fin d'après-midi, la foule des protestataires a grossi, réunissant sans doute plusieurs centaines de personnes qui ont défilé autour du monument, bloquant une partie de la circulation. Une dizaine de militaires en armes, casqués, surveillaient la manifestation mais ne sont pas intervenus. A un moment, deux jeeps de l'armée ont franchi le flot des manifestants et ont quitté la place sous les huées...

" JE N'AI PAS PEUR DE L'ARMÉE "

" Je n'ai pas peur de l'armée, je pense que le nombre de protestataires va augmenter dans les jours qui viennent, espérait Visarut, un homme de 30 ans qui s'est présenté comme un professeur de la grande université de Chulalongkorn.

Nous sommes ici pour montrer que seules les élections peuvent résoudre la crise politique et que le peuple thaï doit avoir le droit de voter pour ses dirigeants. " L'ancienne première ministre destituée, Mme Yingluck Shinawatra, a été arrêtée vendredi après s'être rendue de son plein gré aux forces armées. Personne ne sait aujourd'hui où elle se trouve, pas plus que les autres membres de son parti qui sont également détenus. Une liste de 155 personnes, principalement des gens proches du pouvoir déchu, a été dressée par l'armée qui exige la reddition de ceux qui ne sont pas encore " présentés " devant les militaires.

Les militaires ont aussi annoncé samedi la dissolution du Sénat et dit qu'ils assumaient désormais le pouvoir législatif.

" L'armée avait promis de ne pas faire de coup d'Etat, remarquait encore Visarut, ils n'ont pas respecté leur parole. Et même s'ils ont arrêté des gens des deux camps, des 'jaunes' comme des 'rouges', leur impartialité de façade n'est qu'un leurre. Ils sont pour les 'jaunes' "

Pour faire bonne mesure, les militaires ont en effet également arrêté Suthep Thaugsuban, le chef de ces " jaunes ", mouvement ultra-royaliste et conservateur, ainsi que l'un de ses alliés, Abhisit Weijajiva, ex-premier



ministre, prédécesseur de Yingluck et adversaire acharné de cette dernière.

La nouvelle junte militaire a indiqué samedi qu'elle retiendrait Yingluck et d'autres ministres de son cabinet " pendant une semaine " mais que cela dépendra de leur " degré de responsabilité " dans l'instabilité politique de ces derniers mois.

Etrange formule quand on sait que le putsch est largement interprété comme une réponse aux deman-

des des " jaunes ", responsables du désordre et de l'instabilité depuis le mois de novembre 2013 après avoir défilé par dizaines de milliers ces derniers mois dans les rues de Bangkok...

Décryptage :

La crise en Thaïlande expliquée en 5 questions

Les militants de ce mouvement, appelé jaune car il a pris comme symbole la couleur du roi Bhumibol, demandait la démission du gouver-

nement de Yingluck. Hostiles à l'organisation de prochaines élections, ils exigeaient que soit formé un " conseil du peuple ", cabinet " neutre " ayant pour charge de " réformer " les institutions.

Dans leur viseur, il y avait surtout l'ancien premier ministre Thaksin Shinawatra, frère de Yingluck qui a été lui aussi renversé par les militaires en 2006. Et qui, depuis son exil de Dubaï, continuait à " piloter " le gouvernement de sa sœur et personnifie tout ce que détestent les élites

traditionnelles proches du palais et de l'armée.

" DÉMONTRER QUE LA DÉMOCRATIE EST UNE PRIORITÉ "

Quant aux manifestants de samedi, ils étaient sans doute des partisans des " rouges ", ces défenseurs de Thaksin dont le regroupement depuis des jours dans la banlieue de Bangkok avait été dispersé sans violence par l'armée sitôt le coup d'Etat. Là aussi sous le prétexte d'empêcher une sanglante " explication " dans les rues de la ville entre les deux camps.

" Il nous faut démontrer que la démocratie est une priorité ainsi que celle du règne de la loi ", affirmait Suda, une dame d'une cinquantaine d'années se présentant comme femme au foyer et présente au rassemblement. La mobilisation contre le coup d'Etat, qui avait également rassemblé quelques centaines de personnes en nombre plus restreint dans un quartier du centre vendredi, s'organise par le biais des réseaux sociaux et de Facebook.

Environ une demi-douzaine d'auteurs de pages anti-coup d'Etat ont été arrêtés par les militaires vendredi. L'armée a prévenu que si les réseaux sociaux véhiculaient des slogans la critiquant, ils seraient bloqués.

Source : Lepoint.fr

Mali : Trêve intervenue entre Bamako et les groupes armés

Un accord de cessez-le-feu a été signé vendredi entre Bamako et les trois principaux groupes armés du nord du Mali contrôlant la ville de Kidal, à l'issue de discussions avec le président de l'Union africaine (UA) Mohamed Ould Abdel Aziz.

(MAA) sont les trois groupes armés dont le président en exercice de l'UA, le Mauritanien Mohamed Ould Abdel Aziz, avait rencontré des représentants vendredi après-midi à Kidal (extrême nord-est). "Ce qu'il (le président Aziz) a obtenu (...) est admirable,

Minusma, les parties "ont convenu de la cessation des hostilités sur toute l'étendue du territoire national, de revenir à l'accord préliminaire du 18 juin 2013" qu'elles ont signé à Ouagadougou "pour une reprise immédiate des négociations avec le soutien des Nations unies et de ses partenaires régionaux et internationaux".

Bamako et les groupes rebelles "ont également convenu de la libération des prisonniers dans les meilleurs délais, de faciliter les opérations humanitaires des Nations unies et autres partenaires humanitaires, et de respecter les principes de droit humanitaire en vigueur", a ajouté la Minusma. Ils ont enfin tombés d'accord "sur la mise en place d'une commission internationale d'enquête relative aux événements survenus, en commençant par Kidal", a-t-elle indiqué.

Le président mauritanien était arrivé à Kidal vendredi en fin de matinée en compagnie de Bert Koenders, chef de la Mission de l'ONU au Mali (Minusma), alors que les appels à l'ouverture de discussions s'étaient multipliés au lendemain des violents combats, le 17 mai à Kidal. Ces développements avaient conduit le président de l'UA à écourter une visite au Rwanda pour se rendre jeudi à Bamako, puis vendredi à Kidal.

Le redéploiement du dispositif militaire français au Sahel va être relancé

Le chef des opérations de

maintien de la paix de l'ONU, Hervé Ladsous, avait de son côté appelé à "un cessez-le-feu" et au retour "à la situation antérieure". Demande formulée également par la France, fer de lance d'une intervention militaire internationale en cours depuis janvier 2013 au Mali.

Le redéploiement du dispositif militaire français au Sahel, reporté après les affrontements dans le nord du Mali, devrait être engagé "d'ici à un mois ou deux si les choses évoluent bien". Il doit être marqué notamment par le départ de 600 hommes, dont 300 vers le Tchad et le maintien de 1.000 hommes sur place.

Une vingtaine de soldats maliens ont été tués et une trentaine blessés dans les combats, selon le ministre malien de la Défense, alors que le MNLA a parlé de 40 soldats maliens tués et 70 faits prisonniers depuis le début des hostilités le 17 mai.

Selon l'ONU, en plus de Kidal, le MNLA a pris la ville de Ménaka, ce que conteste le gouvernement malien, qui a reconnu sa défaite seulement à Kidal. Kidal représente un défi de taille pour l'Etat malien: en dépit de l'intervention militaire internationale en cours depuis 2013, il n'a jamais réussi à complètement reprendre pied dans cette zone, berceau de Touareg.

Selon le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR), les affrontements ont poussé 3.000 personnes à fuir Kidal.



Militaires de l'armée régulière du Mali en patrouille.

Le chef de la mission de l'ONU au Mali (Minusma), "Albert Gerard Koenders a annoncé qu'à 23 h 30 le vendredi dernier, un accord de cessez-le-feu a été signé entre le gouvernement du Mali et le MNLA, HCUA et le MAA", a ainsi déclaré la Minusma dans un communiqué. Le cessez-le-feu est entré en vigueur dès sa signature à Kidal et Bamako.

Le MNLA (Mouvement national de libération de l'Azawad, MNLA, rébellion touareg), le Haut conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA, formé par des dissidents d'un groupe djihadiste) et le Mouvement arabe de l'Azawad

(...) un cessez-le-feu dont nous avons besoin", a commenté son homologue malien Ibrahim Boubacar Keïta.

De violents combats ont opposé le 17 mai à Kidal (nord-est, 1.500 km de Bamako) les forces maliennes et les groupes armés, composés essentiellement de Touareg mais aussi de combattants arabes. Ces derniers ont pris le contrôle de la ville, traditionnellement fief de Touareg, mais aussi de Ménaka (660 km au sud-est de Kidal), selon l'ONU, à l'issue de nouveaux affrontements meurtriers mercredi.

Selon le communiqué de la

CAN junior /Togo 4-Maroc 2:

Les Eperviers déjouent les pronostics et se qualifient pour le dernier tour

La sélection togolaise juniors (-20 ans) jouera bel et bien le dernier tour des éliminatoires de la CAN après sa victoire en déplacement face au Maroc (2 - 4), en match retour du 2e tour disputé samedi au complexe sportif Prince héritier Moulay El Hassan à Rabat.



Un Epervier junior en pleine action.

Les Eperviers menés au score après les réalisations de Hicham Khaloua (10e) et Nabil Jaadi (22e) sont revenus au score par Kougbenya, auteur d'un doublé (33e, 50e) avant de décrocher la qualification suite aux réalisations de Donou Akoété (70e) et Nambiema Moktar (90e).

C'est un sacré exploit pour les Togolais qui ont su remonter leur handicap de deux buts alors qu'ils n'ont pas convaincu grand monde à Lomé le 11 mai dernier.

Les Togolais connaîtront leurs adversaires du dernier tour à l'issue de la confrontation Mali vs Burkina Faso de ce dimanche. A l'aller, les Aiglons l'ont emporté 3-0 à Ouagadougou.

Au total, 43 pays sur les 54 associations membres de la Confédération africaine de foot-

ball sont engagés en éliminatoires de la CAN 2015.

Le Sénégal, pays hôte de cette compétition, est qualifié d'office, au même titre que l'Egypte championne d'Afrique en titre. La phase finale de la CAN 2015 aura lieu du 8 au 22 mars 2015 au Sénégal.

Champion's League :

Et de dix pour le Real ! - Rêve brisé pour l'Atlético

Le Real gagne pour la dixième fois la C1 : l'intensité, l'engagement et l'indécision ont donné à ce derby de Madrid une couleur qu'aucun Madrilène n'oubliera. Le Real a accompli un exploit samedi en remportant sa dixième Ligue des champions, au bout d'un suspense digne d'une tragédie grecque.

La deuxième mi-temps est un exercice d'entraînement : attaque-défense. Match pour connaisseurs, fermé à triple tour. Il faut aimer l'art de la guerre. Diego Simeone, l'entraîneur de l'Atlético, poste des sentinelles partout. Il dirige la manœuvre en frac noir et avec des cheveux gominés. Les esthètes



Parfois, le football déraisonne. L'Atlético Madrid mène 1-0 à la quatre-vingt-quatorzième minute (quatre minutes au-delà du temps réglementaire) et perd le match 4-1. L'Atlético encaisse six buts en douze rencontres de C1 et prend l'eau quatre fois en trente minutes. Allez comprendre. Le Real a tout faux à trente secondes près. Adieu la decima. L'Atlético a tiré le rideau : personne ne passe. Cristiano Ronaldo frappe dans le vide. Gareth Bale oublie de cadrer. Karim Benzema ne marque pas.

La BBC est en grève. Duel au sommet, intensité maximum, combat pour chaque ballon, une occasion par-ci par-là, pas de fautes, sauf quand Iker Casillas sort n'importe comment : but casquette. L'Atlético mène 1-0 à la pause.

regardent ailleurs.

Miracle !

Ça ne rigole pas. Ça se joue au couteau et le premier qui lâche paiera cash. Les Rouge et Blanc tiennent jusqu'au bout du bout. Enfin, presque. Encore une fois, le Real sonne la charge, ce sera la dernière et c'est le grand mérite de cette équipe : dix fois, vingt fois repartir de l'avant, prendre le mur, refuser la capitulation. Le Real croit en son étoile, la dixième brodée sur le maillot. Si ce n'est pas maintenant, ce sera tout à l'heure. Carlo Ancelotti calme ses nerfs sur un chewing-gum. Zinedine Zidane apprend le métier sur le banc. Jedi et Padawan. Ultime corner, à quoi bon ? Dernière chance, est-ce bien raisonnable ? Encore un instant, Monsieur le bourreau. Il est 22 h 55 au stade de la Luz. Miracle ! La

Maison blanche est debout. Merci, Sergio Ramos.

Les tragédies grecques et les films d'Hitchcock sont écrits. Pas les finales de Ligue des champions. Rien n'est sûr, rien n'est acquis, c'est à la fin du bal qu'on paye les musiciens. Théorèmes du foot que l'histoire démontre avec ses dommages collatéraux : la cruauté et l'injustice. 1-1 à la fin du temps réglementaire. Chacun devine que Madrid, version Colchonos, a pris un coup sur la cafetière.

Nuit blanche

La prolongation part en vrille. Et un, et deux, et trois buts en dix minutes : Gareth Bale (110e), Marcelo (118e), CR7 (120e). Les matelassiers ne méritent pas pareille humiliation. À quarante ans de distance, ils perdent une finale de Ligue des champions dans les dernières secondes comme en 1974, quand le Bayern Munich avait égalisé au stade du Heysel. On rejouait les finales à l'époque et Le Maudit Football Club - surnom des railleurs - s'était incliné 4-0 lors du deuxième match.

Carlo Ancelotti n'est pas maudit. C'est le contraire. Il a gagné cinq titres de C1, deux comme joueur, trois comme entraîneur. Son triomphe ravive les regrets qataris. Quand monsieur Carlo signe au PSG, il aime la capitale et imagine l'avenir au Parc des princes jusqu'à un match perdu en Ligue 1 à Nice (novembre 2012). Doha s'en émeut. L'émir le fait dire et Carlo Ancelotti est froissé. Il décide son départ, achève la saison, annonce sa décision et rejoint le Real. Les nouveaux riches ne savent pas vivre : ils ignorent les bonnes manières.

Election en Ukraine : Peu de votants dans l'Est

Dans l'Est séparatiste, peu de bureaux de vote sont ouverts et peu de gens se rendent aux urnes. Le milliardaire Porochenko est le grand favori.

"L'Ukraine est maintenant un autre pays, donc je ne vois pas pourquoi nous devrions prendre part à cette élection", a déclaré Elisabeta, dans le centre-ville de Donetsk. "Peu importe le résultat, cela ne nous concerne plus aujourd'hui", a-t-elle ajouté. Les Ukrainiens ont commencé à voter dimanche pour élire un nouveau président qui aura la lourde tâche de mettre fin à l'insurrection séparatiste pro-russe dans l'Est et qui devra normaliser les relations avec une Russie dont le retour sur le devant la scène a tourné à la confrontation avec les Occidentaux. Plus de 36 millions d'électeurs sont appelés aux urnes, de la nationaliste Lviv à l'Ouest à l'ancienne capitale Kharkiv et à la perle de la mer Noire Odessa, ainsi qu'à Kiev.

Mais dans l'Est séparatiste où les insurgés ont prévenu qu'ils feraient tout pour empêcher le déroulement du scrutin, il y avait peu de signes de bureaux de vote ouverts. Mais dans le bastion rebelle de Donetsk, les rues étaient vides et les bureaux de vote habituellement utilisés pour les scrutins sont restés portes closes. Dans la ville de Dobropillia, à l'ouest de Donetsk, un journaliste de l'AFP a vu un seul bureau de vote ouvert. Selon l'administration de la région de Donetsk, moins de 18% des bureaux de vote ont pu ouvrir. Dans la région séparatiste voisine de Lougansk, la Commission centrale électorale avait indiqué samedi soir que seulement 17% des électeurs pourraient voter.

Vote massif dans le reste de l'Ukraine

"J'espère que cette élection ramènera enfin la paix en Ukraine", résumait Oleg, un homme d'affaires de 38 ans votant à Lviv, à 80 km de la Pologne. Une enseignante de 31 ans, Irina Myssak, attend du président élu qu'il "conduise l'Ukraine à l'Otan et à l'Union européenne". "Et je ne veux plus jamais voir ce qui se déroule dans l'Est", ajouta-t-elle en référence à l'insurrection armée pro-russe qui a gagné les régions frontalières de la Russie, théâtre de combats avec l'armée ukrainienne qui ont fait plus de 150 morts depuis le 13 avril.

Dans la capitale, Kiev, théâtre de novembre à février du mouvement de contestation du Maidan à l'origine de la crise politique, les électeurs patientaient dans de longues files d'attente pour voter et choisir leur nouveau président, ainsi que leur nouveau maire.

"Je vote Ioulia", dit Raïssa Podlesniouk, 73 ans, en référence à l'ancienne icône de la révolution orange de 2004 Ioulia Timochenko, deuxième dans les intentions de vote, selon les sondages. Petro "Porochenko, ce sera un autre lanoukovitch, c'est un oligarque, il n'a même pas osé débattre avec Ioulia à la télé", ajoute la retraitée en référence au grand favori, le milliardaire pro-occidental Petro Porochenko, ancien ministre du président déchu Viktor lanoukovitch.

Le "roi du chocolat" favori

Le milliardaire pro-occidental Petro Porochenko est le grand favori du scrutin avec plus de 44% des intentions de vote après une campagne sans éclat où

il a assuré le service minimum. Le milliardaire, qui s'engage à gérer l'Ukraine comme il gère sa très prospère entreprise de fabrication de chocolats Roshen, n'est pas assuré d'être élu au premier tour et devra peut-être patienter jusqu'à un hypothétique second tour le 15 juin.

Ses principaux rivaux, l'égérie de la révolution pro-occidentale en 2004 Ioulia Timochenko, qui prône un référendum sur une adhésion à l'Otan, et le pro-russe Serguï Tiguiipko, qui promet une normalisation des relations économiques avec la Russie, rêvent d'un second tour où les cartes seraient rebattues.

Jusqu'à la veille du scrutin, le gouvernement provisoire né sur les barricades du Maidan, théâtre du mouvement de contestation qui a chassé du pouvoir le président pro-russe Viktor lanoukovitch fin février, s'est mobilisé pour convaincre les Ukrainiens de l'importance de donner un président "légitime" au pays. Le Premier ministre, Arseni Iatseniouk, a ainsi appelé les électeurs à se rendre massivement aux urnes pour "défendre l'Ukraine". "Ce sera l'expression de la volonté des Ukrainiens de l'Ouest, de l'Est, du Nord et du Sud", a-t-il souligné.

Un vote reconnu par Poutine

Vendredi, le président russe Vladimir Poutine, dont la gestion de la crise avec l'Ukraine dans la foulée du dossier syrien a consacré le retour de la Russie sur le devant de la scène internationale, avait esquissé un geste d'apaisement en annonçant qu'il respecterait le "choix du peuple ukrainien" et travaillerait avec le chef de l'État élu.

La fin de la campagne a été marquée par la recrudescence de combats sur le "front de l'Est", dans la région de Donetsk où 26 personnes, en majorité des soldats ukrainiens, ont péri dans des combats entre séparatistes et forces loyales à Kiev. La ville de Slaviansk, bastion des insurgés armés pro-russes, connaît des combats quotidiens.

Aucune urne dans un bureau de vote de Donetsk

Dans les régions de Donetsk et de Lougansk, qui ont proclamé leur souveraineté après un référendum controversé, le scrutin a peu de chances de se dérouler entre peur des électeurs d'aller voter, commissions électorales locales sous le contrôle des séparatistes ou tout simplement parce que les urnes et les bulletins de vote n'ont pas pu arriver jusqu'à tous les bureaux de vote. Dans une école du centre de Donetsk, par exemple, aucun signe d'urnes. "Nous accueillons d'habitude les élections, mais cette fois il semblerait qu'il n'y aura rien", regrette Olga, chargée de ce bureau de vote. Ainsi, dans la région de Lougansk, seuls 310 000 électeurs pourront voter sur les quelque 1,8 million d'électeurs enregistrés.

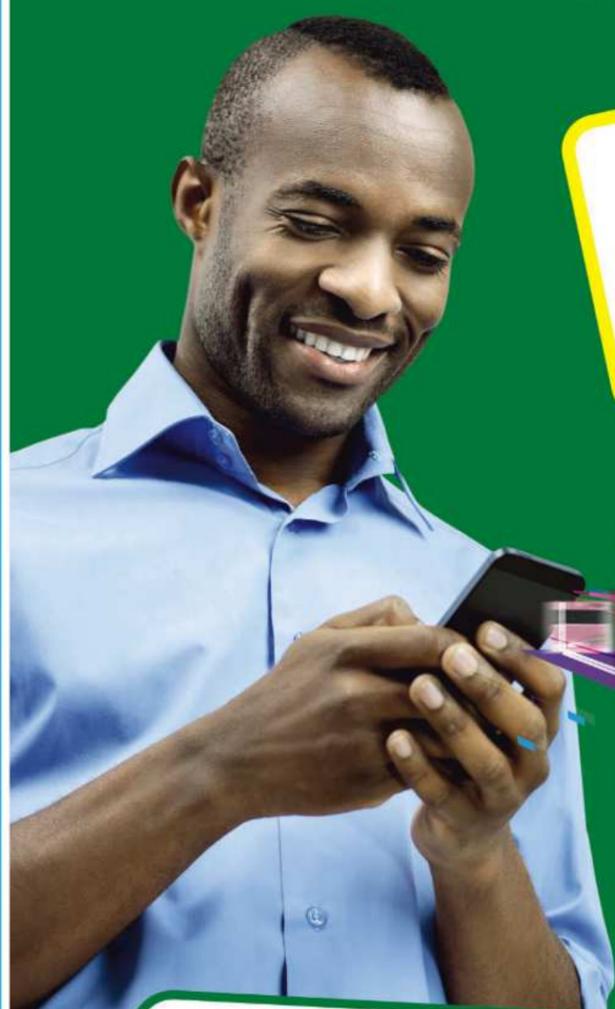
Samedi, les autorités avaient indiqué qu'elles tenteraient d'acheminer de nuit et par blindés et hélicoptères les bulletins et les urnes jusqu'aux bureaux de vote de l'Est. Au total, Kiev a déployé 55 000 policiers et 20 000 volontaires pour assurer la sécurité du scrutin. Les bureaux de vote ont ouvert à 5 heures GMT et fermeront à 17 heures GMT et les premiers résultats officiels sont attendus à partir de 21 heures GMT. Une tendance sera donnée par des sondages sortie des urnes dès la fermeture des bureaux de vote.

TOGO CELLULAIRE

DU NOUVEAU!!

218
recharge moi

*218*code_recharge*numero_beneficiaire#



***218* Qu'est-ce que c'est ?**

C'est un service qui vous permet de recharger à partir de votre numéro postpaid ou prepaid, le compte prepaid d'une autre personne en utilisant une carte de recharge physique.

Comment ça marche ?

composez *218*code_recharge*numéro_bénéficiaire# et lancer l'appel. Le bénéficiaire reçoit deux notifications SMS lui indiquant le numéro de l'initiateur, le solde de son compte ainsi que le nouveau délai de validité.

L'initiateur reçoit en retour une notification lui confirmant que le bénéficiaire a bien reçu la recharge.

Avantage : Service gratuit!!!

pas de frais pour l'initiateur ni pour le bénéficiaire du rechargement



LE LEADER

service client:888

www.facebook.com/Togocel

www.twitter.com/togocel

www.togocel.tg

certification ISO 9001 : 2008

